

Combat de chefs à la tête de l'UE

Le candidat conservateur à la présidence de la Commission, Manfred Weber, est en difficulté

BRUXELLES - bureau européen

Ceux qui espéraient – ou craignaient – une grosse bagarre européenne, une crise de couple franco-allemande étalée au grand jour, en seront pour leurs frais. Il était clair, lors du premier sommet bruxellois après les élections européennes, mardi 28 mai, qu'Angela Merkel et Emmanuel Macron ne défendaient pas les mêmes champions, mais les 28 chefs d'Etat et de gouvernement (même la Britannique Theresa May avait fait le déplacement) se sont gardés d'éliminer d'emblée de possibles candidats pour les plus hauts postes de l'Union européenne.

Pour ce premier tour de chauffe d'un mercato qui s'annonce complexe, ils ont donc préféré parler méthode et calendrier. « L'ambiance était bonne, c'était une répétition générale », souligne un diplomate proche des discussions.

« La discussion a été très fructueuse et harmonieuse », a déclaré M^{me} Merkel. « Nous souhaitons d'ici au 21 ou 22 juin [lors du prochain Conseil européen] que les dirigeants de l'Union soient en mesure de faire une proposition de candidat pour la Commission, le Parlement [ce dernier devra l'approuver à la majorité absolue]. Nous avons donné mission à Donald Tusk [le président du Conseil] de lancer une concertation entre le Conseil et le Parlement », a détaillé la chancelière. « Nous devons montrer que nous sommes capables d'agir et nous devons nous garder de trop blesser ceux qui ne seront pas d'accord avec notre choix, car nous aurons à trouver un accord unanime, au Conseil, sur le futur budget commun pluriannuel [2021-2027] », a-t-elle aussi prévenu.

Sont remis en jeu la présidence de la Commission – Jean-Claude Juncker cédera son fauteuil fin octobre, théoriquement –, la présidence du Conseil, celle du Parlement européen et le poste de haut représentant pour la diplomatie. La question du remplacement de Mario Draghi à la tête de la Banque centrale européenne viendra « dans une seconde vague de nominations », a précisé Angela Merkel mardi soir, à l'issue d'un dîner relativement court au regard des normes bruxelloises : il n'a duré que trois heures.

« LOGIQUES DE NOMS »

Une seule certitude : les ambitions de Manfred Weber, la tête de liste du Parti populaire européen (PPE), la famille des droites européennes, pour la présidence de la Commission, ne faisaient les affaires ni du camp libéral ni du camp socialiste. Et du coup, sa candidature avait du plomb dans l'aile, ce poste devant être validé par au moins 21 Etats membres sur 28 au Conseil. Le candidat doit aussi décrocher une majorité absolue (376 voix sur 751) au Parlement européen.

Certes, à son entrée et sa sortie du Conseil, M^{me} Merkel a bien renouvelé son soutien au Bavarois. Et elle l'a fait « honnêtement » durant les discussions, explique un diplomate. Pour leur part, Pedro Sanchez, le premier ministre espagnol, et Antonio Costa, son homologue portugais, mentionnaient logiquement Frans Timmermans, le candidat offi-

ciel des socialistes. Emmanuel Macron préférerait quant à lui insister sur des critères à remplir nécessairement pour le poste. Pris littéralement, ils éliminent d'emblée M. Weber, dont l'expérience se limite à plusieurs mandats comme eurodéputé.

« On a besoin de dirigeants forts qui ont une légitimité et une expérience fortes », a aussi souligné le président français. Pour diriger la Commission, « il faut savoir ce qu'est un pouvoir exécutif » – comprendre : y avoir participé, à Bruxelles ou dans le pays dont on est issu. Et cette qualité, le candidat conservateur soutenu par M^{me} Merkel ne la possède pas. Pas plus, il faut le noter, que Martin Schulz en 2014, pourtant alors candidat de la gauche, insiste-t-on du côté allemand.

« Sur la base du programme de Manfred Weber, on voit mal comment il peut porter une feuille de route commune. La ligne du président de la République n'est pas celle de la CSU [le parti bavarois allié de la CDU] », indiquait Amélie de Montchalin, secrétaire d'Etat aux affaires européennes.

« Si les uns et les autres en restent aux logiques de noms, nous aurons un blocage », a ajouté le chef de l'Etat français, qui s'est toutefois bien gardé, mardi soir, de proposer clairement une candidature alternative, préférant continuer à masquer ses cartes, ce qui exaspère le PPE. Avant de rejoindre ses homologues pour ce sommet informel, le président avait cependant évoqué quelques noms : la Danoise Margrethe Vestager (commissaire européenne à la concurrence), le Français Michel Barnier (chargé du Brexit) et le Néerlandais Frans Timmermans (premier vice-président de la Commission). Tous, « comme d'autres, ont la compétence » pour cette fonction, expliquait-il.

M. Macron veut pousser désormais son avantage et casser une logique qui a prévalu pendant des décennies à Bruxelles et Strasbourg : elle voulait que le PPE et, dans une moindre mesure, les sociaux-démocrates se partagent tous les postes de pouvoir. La donne a changé au soir du 26 mai : les deux formations ont perdu la majorité absolue dans l'Hémicycle. En 2014, elles s'étaient mises rapidement d'accord pour la répartition des postes. Jean-Claude Juncker, le champion du PPE, avait été propulsé à la Commission, Martin Schulz, celui des sociaux-démocrates, avait conservé la présidence du Parlement. Les deux hommes s'entendaient particulièrement bien, ce qui avait rendu le processus très aisé.

PRÉROGATIVES

Cette fois, il va falloir compter avec d'autres groupes politiques, en pleine ascension au Parlement : les Verts, et surtout les libéraux de l'ALDE, où les élus La République en marche vont constituer la principale délégation nationale. Sans ce groupe, qui comptera potentiellement 105 élus, voire plus si d'autres ralliements interviennent dans les jours qui viennent, aucune majorité absolue dans l'Hémicycle ne sera possible.

« Le président veut jouer un rôle-clé dans cette réorganisation, il l'a diagnostiquée, il l'a forgée », indique un conseiller de l'Élysée. Au-delà des nominations, le but pour Paris

est de peser sur le « programme de travail »

de la Commission pour les cinq prochaines années, afin de sortir de l'« immobilisme » supposé du Parti populaire européen. Cependant, « notre volonté est de ne pas afficher les divergences avec l'Allemagne ».

Mardi, M. Macron a obtenu un premier gain : ses homologues ont rappelé que la présidence de la Commission ne devait pas automatiquement revenir au groupe parlementaire le plus fort, en l'occurrence le PPE. « On ne peut pas répliquer les vieilles habitudes », a-t-il lancé, alors que le taux de participation aux élections européennes a été plus élevé que les années précédentes et que le vote a mis les sujets climatiques au premier plan des préoccupations. « Les sensibilités qui sortent des urnes doivent être respectées », a insisté le président.

Six dirigeants européens ont été chargés de trouver un compromis dans les trois semaines qui viennent : le camp des libéraux (dont Emmanuel Macron) a mandaté Charles Michel, le premier ministre belge, et Mark Rutte, son collègue néerlandais, pour cette tâche. Les sociaux-démocrates ont choisi le Portugais Antonio Costa et l'Espagnol Pedro Sanchez. Et les conservateurs ont désigné le Croate Andrej Plenkovic et le Letton Krisjanis Karins.

Donald Tusk voulait, quant à lui, insister sur son propre rôle qui consiste à élaborer avant le prochain sommet la liste des quatre prétendants. Il a répété la nécessité de respecter les équilibres politiques, géographiques (entre Est et Ouest), numériques (les petits pays ne devraient pas être oubliés) et de genre (deux femmes parmi les quatre nommés?). Un propos vite nuancé : « L'équilibre parfait sera difficile à atteindre ». L'ex-premier ministre polonais entend rencontrer « au plus vite » les présidents des différents groupes politiques au Parlement, pour éviter « tout conflit interinstitutionnel, auquel personne n'aurait intérêt ».

Un double processus de négociation devrait donc s'enclencher au Conseil où, selon le traité de Lisbonne de 2009, les dirigeants doivent proposer un nom pour la présidence de la Commission « en tenant compte » du résultat des élections euro-

peennes. Et au Parlement où les groupes politiques, également divisés mais soucieux de faire respecter leurs prérogatives, veulent aussi contribuer au choix. Guy Verhofstadt, pour les libéraux, Philippe Lamberts, pour les Verts, Manfred Weber, le champion du PPE, et Udo Bullmann, le président des sociaux-démocrates à Strasbourg, ont également lancé les discussions mardi matin en vue d'une coalition à quatre. L'enjeu, du côté du Parlement, est aussi de faire barrage aux futurs élus populistes et eurosceptiques qui vont entrer en nombre dans l'Hémicycle, en juillet : ils seront au moins 170, soit presque autant que les élus du PPE.

« UN SEUL OBJECTIF »

Au Parlement, les tractations promettent d'être d'autant plus compliquées que plusieurs négociateurs sont fragilisés. Udo Bullmann, représentant du SPD allemand, qui

a encaissé une sévère contre-performance dimanche, est donné sur le départ. Et le statut de Guy Verhofstadt, le président du groupe libéral, n'est pas clair : gardera-t-il sa place ou Nathalie Loiseau, la tête de la liste Renaissance, revendiquera-t-elle rapidement son poste ?

Parlementaires et dirigeants vont-ils parvenir à s'entendre en seulement trois semaines ? M^{me} Merkel a fait quelques ouver-

tures, laissant penser qu'elle était prête au compromis : « Nous soutenons Manfred Weber, d'autres en soutiennent d'autres. Le PPE est arrivé premier à l'issue des élections, mais sans majorité au Parlement. Chacun et chacune est appelé à être tolérant. »

Les conservateurs seront-ils prêts à lâcher la candidature du Bavarois ? « Ils n'ont qu'un seul objectif : conserver la présidence de la Commission. Ils accepteront Michel Barnier à

sa place », veut croire une source au Parlement. « Non », répliquent d'autres décideurs bruxellois : si M. Weber est éliminé, Angela Merkel ne pourra pas défendre dans son pays l'option d'un Français. Ce qui ouvre le jeu pour la libérale Margrethe Vestager. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX,
JEAN-PIERRE STROOBANTS ET
VIRGINIE MALINGRE (À PARIS)

A Strasbourg, l'extrême droite va payer cher le Brexit

Les 29 eurodéputés du parti de Nigel Farage rendront leur siège si le Royaume-Uni quitte l'UE

Le paradoxe ne manque pas d'ironie. Selon les estimations du *Monde*, l'extrême droite sera la principale victime du Brexit en termes de rapports de force au Parlement européen. La sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, si elle se réalise un jour, devrait en effet mécaniquement faire plonger le nombre d'eurodéputés de cette tendance de 115 à 90. Le Parti du Brexit de Nigel Farage a en effet décroché 29 sièges lors du scrutin européen. Or, leur départ ne sera compensé que par l'arrivée de quatre eurodéputés d'extrême droite : un Français du Rassemblement national, un Espagnol de Vox, un Italien de la Ligue et un Néerlandais du Parti de la liberté.

Ces calculs sont basés sur la règle établie en juin 2018 par le Conseil européen pour le Parlement post-Brexit. Sur les 73 eurodéputés britanniques, il est prévu que 46 sièges soient gelés pour de potentiels futurs élargissements, et 27 réattribués à quatorze pays où la population a augmenté. La France passera, par exemple, de 74 à 79 élus au Parlement de

Strasbourg – cinq élus désignés dimanche sont « gelés » jusqu'à l'issue du Brexit. L'Espagne gagne, elle aussi, cinq sièges.

Impossible de connaître le détail pour chaque groupe du Parlement européen : ils ne seront constitués que début juillet, et les résultats définitifs ne sont pas encore disponibles partout. Mais les différentes formations ont ces calculs en tête dans l'actuelle négociation des futurs dirigeants de l'UE, la Commission devant être élue par une majorité de députés.

Départ de dix élus du Labour

Il est déjà certain que les conservateurs – actuellement regroupés dans le groupe du Parti populaire européen (PPE) – seront les principaux gagnants du Brexit, en passant de 174 à 177 élus, selon nos estimations. Aucun député britannique ne siège en effet au PPE. De quoi renforcer la position de cette formation quand elle réclame la présidence de la Commission.

Son principal concurrent, le groupe social-démocrate, devrait en revanche reculer de 149 à 143 sièges du fait du départ des dix élus

du Labour, à peine compensé par l'entrée de quatre sociaux-démocrates (Croatie, Italie, Espagne, France). Les députés centristes seraient aussi fortement perdants, avec un solde négatif de douze élus en raison du bon score des libéraux-démocrates britanniques au scrutin. Le groupe écologiste et régionaliste perdrait aussi les eurodéputés du Parti nationaliste écossais, et passerait de 78 à 72 élus.

L'impact sera en revanche marginal pour la gauche radicale et les partis de droite nationaliste et souverainiste. Les calculs du *Monde* peuvent différer de ceux du Parlement européen, qui continuent de classer les eurodéputés selon les groupes de l'Hémicycle sortant. Or, les différents partis de droite radicale et extrême y étaient éclatés entre trois groupes. Ceux de Nigel Farage appartenaient, par exemple, au groupe de l'Europe de la liberté et de la démocratie directe, qui, s'il subsiste, n'aurait pas forcément les moyens de survivre à leur départ. ■

JEAN-BAPTISTE CHASTAND
(AVEC MATHILDE COSTIL
ET FRANCESCA FATTORI)

Manfred Weber

La famille conservatrice européenne, le PPE, s'est dotée d'une tête de liste dès l'automne 2018 : Manfred Weber,

un Bavarois de 46 ans, désigné assez largement face au Finlandais Alex Stubb. Cet eurodéputé, président du Parti populaire européen dans l'hémicycle strasbourgeois, a fait toute sa carrière politique dans les arcanes européens. Mais il n'a jamais participé à un gouvernement en Allemagne, un handicap pour remplacer Jean-Claude Juncker, puisque le président de la Commission est censé avoir rang de chef d'Etat ou de gouvernement.

M. Weber souffre d'un fort déficit de notoriété en Europe. Réputé pour son sérieux, il a réussi à prendre ses distances avec le Hongrois Viktor Orban, en votant pour sa suspension du PPE et pour le déclenchement d'une procédure visant les attaques contre l'Etat de droit en Hongrie. Ses chances de prendre la tête de la Commission paraissent d'autant plus minces que le PPE est sorti affaibli des élections du 26 mai : il devrait perdre plus d'une trentaine de sièges dans le nouvel hémicycle. Et, surtout, Emmanuel Macron tente de faire dérailler sa candidature.

Angela Merkel a pris son temps mais, vendredi 24 mai, la chancelière a soutenu M. Weber sans ambiguïté lors d'un meeting à Munich. Elle a renouvelé ce soutien en arrivant au Conseil, à Bruxelles, mardi 28 mai.

Frans Timmermans

Le social-démocrate néerlandais Frans Timmermans, 58 ans, a porté les couleurs du Parti socialiste européen (PSE) pour l'élection

du 26 mai. L'actuel premier vice-président de la Commission Juncker est un homme politique d'expérience et un brillant orateur – en sept langues, dont le russe –, ainsi qu'un fervent défenseur des valeurs européennes. Aux européennes, il a assuré à sa formation, le Parti du travail, un beau succès aux Pays-Bas. Mais, globalement, les sociaux-démocrates européens ont subi un revers, ce qui amoindrit les chances de leur *Spitzenkandidat*.

M. Timmermans, critiqué pour son profil de technocrate, pourrait en outre subir le tir de barrage des dirigeants de l'Est, hongrois et polonais, qui ont peu apprécié son zèle à faire respecter l'Etat de droit chez eux. Le pouvoir roumain ne le chérit pas davantage. Après avoir ménagé ses dirigeants socialistes, il a finalement contesté leur réforme de la justice. Il est visé par une plainte pour « falsification » par les autorités de Bucarest. Ses chances semblent donc faibles pour la présidence de la Commission.

Pour beaucoup, il ferait un parfait chef de la diplomatie européenne, poste qu'abandonnera l'Italienne Federica Mogherini. Dans son pays, M. Timmermans a été secrétaire d'Etat aux affaires européennes et ministre des affaires étrangères.

Margrethe Vestager

La Danoise Margrethe Vestager, 51 ans, apparaît comme l'une des favorites du camp des libéraux pour remplacer Jean-Claude Juncker.

L'ALDE, la famille libérale européenne à laquelle elle appartient, ne l'a pas adoubee officiellement comme son unique candidate, mais elle crève l'écran et n'hésite plus à se mettre en avant depuis dimanche 26 mai. Le camp libéral est celui qui a le plus progressé aux élections européennes dans l'hémicycle strasbourgeois.

Cette responsable charismatique, commissaire à la concurrence, a fait preuve d'une grande détermination face aux géants américains du numérique, en traquant les infractions aux règles de la concurrence et les pratiques d'évasion fiscale trop massives. Si en France, son veto à la fusion entre Alstom et Siemens a pu crispier au début de cette année, l'amende record de 13 milliards d'euros prononcée à l'encontre d'Apple en 2016, pour aide d'Etat illicite de l'Irlande, a marqué les esprits.

Incarnant une nouvelle génération, pragmatique, elle pourrait en outre féminiser une fonction systématiquement occupée par un homme issu d'un pays de l'Ouest : treize se sont succédé depuis janvier 1958. « *Le monopole du pouvoir est brisé. Une coalition de ceux qui veulent avancer est plus que nécessaire* », a déclaré Margrethe Vestager dimanche soir, se lançant dans l'arène.

Michel Barnier

Il n'est pas officiellement candidat à une haute fonction européenne, mais il mène une campagne plus ou moins discrète. Il

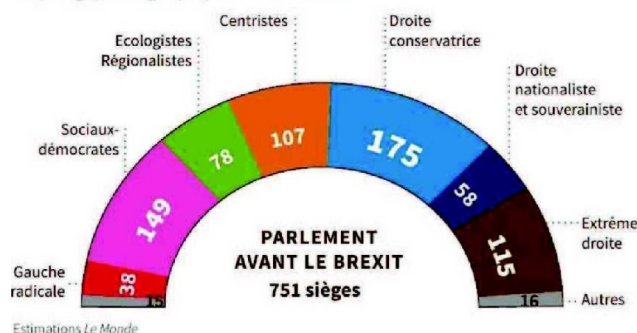
pourrait être l'une des cartes de réserve d'Emmanuel Macron, qui, dans un récent entretien avec la presse belge, le décrivait comme « *un homme qui a de grandes qualités* ». Susceptible donc de figurer sur une liste de prétendants à la présidence de la Commission. « *Je l'aime bien* », indiquait récemment Jean-Yves Le Drian, le ministre des affaires étrangères.

Membre du Parti populaire européen (PPE), le Savoyard présente toutefois un profil plutôt centriste et bénéficie d'une grande expérience : quatre fois ministre, deux fois commissaire européen, et surtout négociateur en chef de l'Union européenne pour le Brexit, ce qui lui a valu des concerts de louanges. Il a un handicap, son âge – 68 ans. Autre problème : si la candidature de l'Allemand Manfred Weber était finalement mise à mal, la chancelière Angela Merkel aurait bien du mal à justifier, dans son pays, le choix d'un Français à la place de son poulain.

M. Barnier, qui n'a jamais dirigé de gouvernement, pourrait-il se rabattre sur la présidence du Conseil européen des Etats membres ? Il compte des partisans, mais d'autres candidats sont cités, dont les premiers ministres belge et néerlandais, voire la présidente lituanienne.

Les conséquences du Brexit sur le Parlement européen

Regroupement par grandes familles politiques effectué par *Le Monde*. Ne préjuge pas des groupes parlementaires à venir



Evaluation des gains et pertes pour chaque famille politique à la suite du départ des Britanniques dans un Parlement de 705 sièges*



* Un siège est encore non attribué